

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCATP)

(CCATP N°dirce-srei-2025-deneigement)

Acheteur

Ministère chargé des Transports
Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est (DIRCE)

Représentant de l'acheteur (RA)

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Centre-Est (DIR-CE) par
délégation de Madame la Préfète Coordinnatrice des itinéraires routiers, Préfète de
la Région Auvergne-Rhône-Alpes
(Arrêté préfectoral en vigueur)

Objet du marché

Mise à disposition de camions avec ou sans chauffeurs et de leurs équipements de
salage/déneigement. District de Chambéry-Grenoble - CEI d'Aigueblanche-
Albertville - RN 90 – secteur I, entre Gilly-sur-Isère et Moûtiers - CEI de Grenoble
– RN 85 – Rampe de Laffrey

Remise des offres

Date et heure limites de réception : lundi 22 septembre 2025 à 12 heures
(heure locale de l'adresse de l'acheteur)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1-1. Objet du marché et Normes.....	4
1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications.....	5
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	6
1-4. Passation des commandes.....	6
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	7
1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	7
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	8
1-8. Dispositions générales.....	8
1-9. Ordres de service.....	12
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	12
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES...13	
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	13
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	13
3-3. Variation dans les prix.....	15
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	17
ARTICLE 4. DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....17	
4-1. Délai d'exécution des prestations de déneigement.....	17
4-2. Pénalités pour retard d'exécution de la mise à disposition de camions avec chauffeurs et de leurs équipements de salage/déneigement (concerne uniquement le lot n°1 – RN 90, secteur I entre Gilly-sur-Isère et Moutiers).....	17
4-3. Pénalités pour retard d'exécution de la mise à location de camions loués sans chauffeurs et de leurs équipements de salage/déneigement (concerne uniquement le lot n°2 – RN 85 – Rampe de Laffrey).....	18
4-4. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	18
4-5. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	19

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	19
5-1. Retenue de garantie.....	19
5-2. Avances.....	19
ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	20
ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DU MARCHE.....	20
7-1. Période de préparation.....	20
7-2. Programme d'exécution.....	21
7-3. Conditions d'exécution.....	21
7-4. Conditions d'intervention de maintenance, de dépannage ou de remplacement.....	22
ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....	23
8-1. Vérification qualitatives et quantitatives.....	23
8-2. Admission.....	23
8-3. Garanties.....	23
ARTICLE 9. RÉSILIATION.....	23
ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES.....	24
10-1. Consistance et description des prestations.....	24
10-2. Matériel et personnel.....	24
10-3. Modalités d'exécution des prestations de déneigement.....	28
10-4. Délais d'exécution maximal des prestations de déneigement.....	31
10-5. Mise en service des camions en location sans chauffeur et de leurs équipement de salage-déneigement.....	31
ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	31

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché et Normes

Dans le cadre de ses missions d'entretien du réseau, le district de Chambéry-Grenoble doit procéder au salage et au déneigement des chaussées avec des matériels spécifiques.

Afin de remplir ses missions en termes de viabilité hivernale et en complément de moyens, il a été décidé, pour des raisons de restructuration de l'organisation des missions :

- d'externaliser les prestations de déneigement du circuit en secteur I, entre Gilly-sur-Isère et Moûtiers sur la RN 90, tel que défini au Plan d'Exploitation de la Viabilité Hivernale (PEVH) du district de Chambéry-Grenoble ;
- de louer deux véhicules de salage/déneigement, sans chauffeurs, pour le réseau routier national relevant du centre d'entretien et d'intervention (CEI) de Grenoble et plus particulièrement la RN 85 – Rampe de Laffrey, car les deux véhicules dédiés au service de la viabilité hivernale (Renault KERAX et Lindner) sont vétustes et engendrent des coûts de fonctionnement conséquents. Ces deux poids-lourds sont à réformer et à remplacer à court-terme, par des camions de location.

Les prestations, objet du présent marché, concernent donc la mise à disposition de camions avec chauffeurs et de leurs équipements de salage/déneigement associés du circuit en secteur I de la RN 90, entre Gilly-sur-Isère et Moûtiers et la mise à disposition sans chauffeurs, de camions de salage/déneigement sur la RN 85 – Rampe de Laffrey.

Les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

- RN 90 CEI de Aigueblanche-Albertville– secteur I, entre Gilly-sur-Isère et Moûtiers ;
- RN 85 - Rampe de Laffrey.

Deux cartes des circuits de la viabilité hivernale des réseaux considérés, figurent en annexes du présent CCATP.

Les prestations font l'objet d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire, conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

Le maître d'ouvrage confie au titulaire, pendant toute la période du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications

1-2.1. Représentation du Pouvoir Adjudicateur (RPA), pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RPA, auprès du titulaire :

1. Le chef du service régional d'exploitation et d'ingénierie de Chambéry et son adjointe, pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
- c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG).

2. Le chef du district de Chambéry-Grenoble, pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
- b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
- c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
- e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 27, 28 et 29 du CCAG).

1-2.2. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché et notamment à l'article 1^{er} de l'acte d'engagement ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le RPA procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, ou par tout autre moyen matériel tel que défini à l'article 3-1 du CCAG, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui leur a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour, via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Le bon de commande précise les conditions d'exécution et en particulier la mise en œuvre d'une période de préparation, si elle s'avère nécessaire.

Les stipulations correspondantes figurent à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Il sera dérogé à l'article 13.1.2 du CCAG, dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande partirait de la date précisée dans la décision du RPA pour commencer l'exécution de celui-ci.

1-4. Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par le RPA ou son représentant ayant reçu délégation.

Les bons de commande seront adressés pendant les jours et les heures ouvrables, (du lundi au vendredi, de 08h00 à 11h45 et de 13h30 à 16h45), du 1er janvier au 31 décembre, par échanges dématérialisés dans les conditions définies au 1-2.2 du présent CCAP.

Les notifications seront effectuées aux adresses de messagerie électronique relevant de l'établissement ou des établissements chargés de la réalisation des prestations, indiquées dans l'Acte d'Engagement. Pour les interventions urgentes, les notifications seront effectuées à l'adresse électronique indiquée dans le tableau visé à l'article 3-2 de l'acte d'engagement.

Tout changement devra être signalé pour être valable.

Le pouvoir adjudicateur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'Acte d'Engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure des besoins.

Chaque bon de commande précise :

- La désignation du titulaire du marché ;
- Le lieu d'exécution/de livraison et la zone géographique concernée par référence à l'annexe au CCATP ;
- La désignation des prestations qui font l'objet du présent marché ;
- La quantité commandée par prestation ;
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant par prestation ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- La date de début des prestations et le délai d'exécution ;
- • La référence du marché (n°EJ long et n°EJ court).

1-5. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le besoin homogène de services étant alloté, les prestations sont réparties en deux (2) lots géographiques désignés ci-après, qui seront traités par marchés à lots séparés.

Désignation des lots	
Lot n°1	RN 90 – Secteur I, entre Gilly-sur-Isère et Moûtiers – Mise à disposition de camions avec chauffeurs et de leurs équipements de salage-/déneigement.
Lot n°2	RN 85 – Rampe de Laffrey – Mise à disposition de camions sans chauffeurs et de leurs équipements de salage/déneigement.

1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-6.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.3.9 du CCATP.

1-6.2 Sites sensibles

Sans objet.

1-6.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale, le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte, et le RPA est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le RPA, ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le RPA, afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.3.10 du présent CCATP

1-7. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-8. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché, et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-8.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et des règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants, quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail, et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-8.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCATP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le RPA, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 41 du CCAG.

1-8.3. Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution. Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et immatériels consécutifs : 750 000 € par sinistre et par année ;
- dommages immatériels non consécutifs : 100 000 € par sinistre et par année.

Conformément à l'article 9-2 du CCAG, le(s) titulaires, pour justifier l'ensemble de ces garanties, fourni(ssen)t une attestation dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Il(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du RPA, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation. Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.) est notifiée au RPA.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le RPA se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge. Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché, peut entraîner la résiliation de plein droit, du marché par le maître d'ouvrage

1-8.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial. Le titulaire devra à cet effet, utiliser les formulaires DC4 applicables à compter du 1er janvier 2024.

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-8.3. ci-dessus.

1-8.5. Réalisation de prestations similaire

Sans objet.

1-8.6. Clauses sociales

Sans objet.

1-8.7. Clauses environnementales

Conformément à l'article 16.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales, notamment pour le respect des normes environnementales, l'écoconception et les économies d'énergie, la maintenance et la durabilité.

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Le règlement de la consultation définit notamment les critères d'attribution du marché, aux regard des performances environnementales à atteindre.

- En matière de respect des normes environnementales :
 - les véhicules devront respecter les exigences de la catégorie A ou B de l'étiquette énergétique ;
 - les émissions de polluants (NOx, CO2, particules fines) ne devront pas dépasser les seuils de la norme EURO6 et la date de première mise en circulation des véhicules devra être inférieure à 5 ans, pour toute la durée de validité du marché ;
 - les matériaux utilisés dans les véhicules devront être exempts de substances dangereuses (plomb, cadmium, chrome etc.) ;
 - les émissions sonores des véhicules devront être inférieures au seuil de 77dB(A) pour les véhicules avec des puissances inférieures à 150 KW.
- En matière d'écoconception et d'alternatives énergétiques :
 - les énergies alternatives (biométhane, biogaz, hydrogène, électricité) devront être promues ;
 - les huiles et lubrifiants utilisés devront respecter des critères écologiques et devront être éliminées ou recyclées ;
- En matière de maintenance et de durabilité :
 - une garantie minimale de 16000 kilomètres ou de 3 ans devra être fournie pour les véhicules ;
 - les véhicules devront disposer de systèmes réduisant la consommation énergétique (ex. récupération d'énergie ou freinage).

1-9. Ordres de service

L'ordre de service est la décision du RPA qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le RPA, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation aux dispositions de l'article 4.2.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

A - Pièces particulières :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, délivrée via le profil acheteur, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (daté et signé par les représentants habilités des parties) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- Le Bordereau des Prix (BP) ;
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) remis par le titulaire dans son offre ;
- Les bons de commandes émis au titre du marché ainsi que les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs ;
- Les avenants et leurs annexes.

B - Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 modifié (NOR ECOM2106868A) ;
- Les normes en vigueur ;

C – Engagements unilatéraux (documents non contractuels)

À l'appui de son offre, l'entrepreneur a présenté les documents listés ci-dessous, qui constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre qui pourront par conséquent à tout moment, exiger de l'entrepreneur le strict respect des dispositions contenues dans ces documents. En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux de l'entrepreneur, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages différeraient de ceux qu'ils avaient décrits dans ses documents.

Ces engagements unilatéraux sont les suivants :

- Le mémoire justificatif et explicatif ;
- La note relative aux délais d'intervention ou de remplacement en cas de panne ;

- La note retraçant les spécifications techniques, retenues en matière de respect des normes environnementales, d'écoconception, d'alternatives énergétiques, de maintenance et de durabilité ;
- Les décompositions des prix forfaitaires et unitaires fournies à l'offre ou lors de l'analyse ;
- Les documents financiers.

Par dérogation aux dispositions de l'article 4.2.1 du CCAG, la notification du marché au titulaire comprend seulement une copie de l'acte d'engagement et de ses annexes éventuelles, délivrée via le profil acheteur. Les autres pièces sont celles contenues dans l'offre du titulaire ou mises en ligne sur le profil acheteur.

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché.

- satisfaire aux normes européennes vis-à-vis des nuisances sonores. La signalisation portée du matériel du titulaire devra être conforme à la 8ème partie de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, notamment en ce qui concerne la couleur orange ou claire ;
- l'usage des feux spéciaux ;
- la signalisation complémentaire constituée de bandes blanches rouges et blanches rétro réfléchissantes dont les caractéristiques sont définies par l'arrêté du 20 janvier 1987 et un panneau AK5 doté de trois feux de balisage et d'alerte R2, conforme à la norme NF EN 12352 .

Les prix du marché devront être établis en tenant également compte :

- de la préparation et de la présence de tous les intervenants du titulaire, lors de la réunion préparatoire à la viabilité hivernale, avant exécution du marché, qui se tiendra dans les locaux du centre d'entretien et d'intervention concerné ;
- de la fourniture, de la mise à disposition avec ou sans chauffeurs de camions et de leurs équipements de salage/déneigement, conformément aux spécifications définies à l'article 10 du présent CCATP, y compris tous les frais de gestion incluant une astreinte technique et une assistance 24h/24 et 7j/7, tous les frais de maintenance, de manutention, de réparation – notamment le changement de pneumatiques – de remorquage ou de rapatriement voire d'immobilisation des véhicules, le cas échéant, et le plein des réservoirs à leurs mises à disposition ;

- des frais de formation à l'usage d'une maintenance de 1^{er} niveau des camions loués sans chauffeurs et de leurs équipements de salage/déneigement ;
- que certaines prestations seront effectuées sous et hors circulation (neutralisation d'une, plusieurs ou toutes les voies avec basculement ou déviation de la circulation par le gestionnaire de voirie ,avec les attentes dues au trafic, incidents ou accidents ;
- des frais liés à la souscription d'une assurance multi-risques sur la durée du marché, garantissant que l'usage couvrira toutes les opérations liées à la viabilité hivernale, notamment l'exploitation sous chantier (neutralisations de voies sur routes à chaussées séparées) par camions tractant une remorque avec flèche lumineuse de rabattement ;
- des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur et au PGD (Plan de Gestion des Déchets) ;
- des mesures particulières à prendre pour le respect de l'environnement et des exigences environnementales décrites dans le CCATP ;
- de toutes les fournitures, livraisons et mises en œuvre nécessaires à la complète réalisation des prestations objet du présent marché et même si cela n'est pas précisé tel que dans le Bordereau des Prix du présent marché ;
- En tenant compte de toutes les sujétions nécessaires afin d'éviter toute dégradation ou désordre sur les ouvrages existants ;
- En tenant compte de toutes sujétions d'accès pour la fourniture, la livraison et le transport des fondants ou toute sujétion particulière d'acheminement et de mise en œuvre ;
- En tenant compte des contraintes et exigences prévues au CCATP ;
- En tenant compte de toutes sujétions qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux du présent marché, comme les phénomènes naturels liés à la situation géographique du projet (pluie, brouillard, neige, gel, ...).

L'entreprise reconnaît que les éléments du DCE sont suffisants pour réaliser ses prestations. Elle n'attend aucun complément d'étude du maître d'œuvre et considère que les éléments du DCE lui permettent parfaitement de réaliser ses prestations.

3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le Bordereau des Prix (BP).

Si les prestations ne peuvent être réglées au moyen des prix prévus au marché, il est établi des prix nouveaux dans les conditions de l'article 23 du CCAG FCS.

Le titulaire est tenu d'aviser le RPA de la date probable à laquelle le montant des prestations atteindra le montant maximum du marché. Il ne pourra exécuter aucune prestation au-delà de ce montant sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le représentant de l'acheteur.

3-2.3. Modalités du règlement des comptes du marché

Le titulaire n'accepte pas la carte d'achat. Le montant des sommes dues sera établi sur la base de constats contradictoires entre le représentant du titulaire et le représentant de l'acheteur.

Les demandes de paiement sont présentées conformément au modèle qui est remis au titulaire lors de la notification du marché.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG.

La remise de la demande de paiement intervient au début du mois pour tous les bons de commande exécutés le ou les mois précédents.

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP, ainsi que :

- Le numéro de marché ;
- Le numéro de SIRET de l'État qui sera transmis par le service ordonnateur, suite à la notification du marché ;
- Le code du service exécutant de la dépense qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ;
- Le RIB du titulaire.
- Lors du dépôt de la facture, le fichier devra respecter la nomenclature suivante : Numero de facturation interne – Nom du service de la DIRCE - Nom du fournisseur.

3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile, au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le RPA.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date de remise des offres indiqué en page 1 du CCATP.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix de l'index de référence

Les index de référence I choisis en raison de leurs structures pour la révision des prestations faisant l'objet des lots désignés ci-après, sont les suivants :

Lot n°1 – Base 2015 – CPF 29.10 - identifiant 010764839 - Véhicules utilitaires

Lot n°2 – Base 2021 -CPF 77.1 -identifiant 010766778 - Location de véhicules utilitaires

Il sont publiés sur le site internet de l'INSEE.

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = (I_n / I_0)$$

La révision des prix est effectuée annuellement à chaque reconduction, avec :

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de la date fixée par la périodicité de la mise en œuvre de la clause de révision.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

Par dérogation à l'article 11.3.2 du CCAG, le calcul des révisions de prix est fait par le maître d'ouvrage.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage, du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- Le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (auto-liquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le RPA. Le RPA règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au RPA, une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4. DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités de retard sont appliquées, quels que soient leur montant.

4-1. Délai d'exécution des prestations de déneigement

Les délais d'exécution des interventions de déneigement sont fixés dans les bons de commande, en application des dispositions de l'article 10.4 du présent CCATP, ainsi que dans l'article 3 de l'acte d'engagement.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution de la mise à disposition de camions avec chauffeurs et de leurs équipements de salage/déneigement (concerne uniquement le lot n°1 – RN 90, secteur I entre Gilly-sur-Isère et Mouëtiers)

En cas de retard d'exécution pour les prix 100 et 101 (retard dans la mise à disposition d'un porteur ou d'un chauffeur), dans les délais d'exécution fixés dans les bons de commande, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, le titulaire subit une pénalité forfaitaire de 1000 € par jour de retard d'intervention.

4-3. Pénalités pour retard d'exécution de la mise à location de camions loués sans chauffeurs et de leurs équipements de salage/déneigement (concerne uniquement le lot n°2 – RN 85 – Rampe de Laffrey)

En cas de retard d'exécution pour les prix 1.1 et 1.2, dans le cadre de mise à disposition de camions loués sans chauffeurs, ou pour les prix 2.1 à 2.5, au titre de la mise à disposition des équipements de salage/déneigement, le titulaire, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, le titulaire subi une pénalité forfaitaire de 1000 € par jour de retard de location.

4-4. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

4-4.1. Pénalité pour retard d'intervention dans le cadre de la mise à disposition de camions avec chauffeurs et de leurs équipements de salage/déneigement

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités pour retard d'intervention sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Pour les prix 102 et 103, en cas de retard d'intervention dans les délais, aux dates et heures, fixés au bon de commande et par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, le titulaire subit une pénalité de 100 € par demi-heure de retard (toute heure entamée est comptabilisée).

4-4.2. Pénalité pour retard d'intervention de dépannage dans le cadre de la mise à disposition de camions sans chauffeurs et de leurs équipements de salage/déneigement.

En cas de retard d'intervention du dépannage constaté par le représentant du pouvoir adjudicateur, de camions loués sans chauffeurs, à compter de l'appel téléphonique mentionné dans l'article 3.2 de l'acte d'engagement, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, le titulaire subit une pénalité forfaitaire de 500 € par heure de retard de dépannage.

4-4.3. Pénalité pour non-conformité des matériels, ou pour non-port des équipements de protection individuelle (EPI)

En cas de non-conformité constatée d'un matériel de déneigement vis-à-vis des prescriptions du CCATP et/ou de la réglementation en vigueur, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 150 €, par non-conformité constatée.

4-4.4 Pénalité pour absence aux rendez-vous de programmation de la viabilité hivernale

Le rendez-vous est fixé par le RPA. En cas d'absence à la réunion, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à 200 €.

4-4.5. Clauses sociales

Sans objet.

4-4.6. Pénalité pour non-respect dispositions du SOPAQ et/ou du PAQ

Le titulaire subit une pénalité forfaitaire de 500 €, par infraction constatée pour non-respect des dispositions du SOPAQ et/ou du PAQ.

4-4.7. Pénalité pour non-respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6.1 du CCATP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 150 €.

4-4.8. Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD.

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1-6.3, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 150 €.

4-4.9. Pénalité pour non-respect des engagements environnementaux.

En cas de non-respect des engagements environnementaux définis à l'article 1-8.7, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 150 €, par infraction constatée pour non respect des dispositions relatives aux normes environnementales, à l'écoconception, aux alternatives énergétiques ou à la maintenance et à la durabilité.

4-5. Primes pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire, conformément au R2191-3 du CCP, lorsque le montant initial du bon de commande est supérieur à 50 000 € hors taxes, et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, si le titulaire refuse cette avance.

Elle n'est due que sur la base du montant du bon de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants, et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 30 % du montant TTC du bon de commande quel que soit le lot, si la durée, exprimée en mois est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 30 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 du CCATP, compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande du lot.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande

du lot atteint 50 % du montant initial TTC du bon de commande du lot considéré . Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA.

Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire. Si le marché est passé avec des titulaires groupés conjoints, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants.

Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant. Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1 du CCAG, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée à l'acheteur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

La provenance des matériaux, produits et éléments devra être soumise à l'agrément du maître d'ouvrage, en temps utile, pour respecter le délai d'exécution contractuel de chaque commande, et au maximum, dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la remise de la commande à l'entreprise.

ARTICLE 7. PRÉPARATION ET EXÉCUTION DU MARCHÉ

7-1. Période de préparation

Le bon de commande précise la mise en œuvre d'une période de préparation, si elle s'avère nécessaire.

7-2. Programme d'exécution

Sans objet.

7-3. Conditions d'exécution

7-3.1. Détermination du kilométrage prévisionnel à parcourir

Un camion mis à disposition sera amené à effectuer un kilométrage de l'ordre de 7000 à 8000 km sur la durée d'une période de viabilité hivernale.

Lors d'hivers plus rigoureux, ce kilométrage pourra atteindre un plafond de 20000 km sur la période considérée.

7-3.2. Obligation de moyens

Le titulaire s'engage à mettre à disposition des camions et de équipements de salage/déneigement fonctionnels et strictement conformes aux spécifications de l'article 10 du CCATP, en toutes circonstances, y compris la mise en disposition de tous les matériels et/ou les pièces détachées nécessaires à leurs maintenances.

7-3.3. Astreinte technique assortie d'une assistance téléphonique

Dans le cadre de l'astreinte technique assortie d'une l'assistance téléphonique, le titulaire prendra en charge les demandes d'intervention de dépannage des camions mis à disposition avec ou sans chauffeurs et de leurs équipements de salage/déneigement, 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, pendant la durée du marché.

A cet effet et dans le cadre de la remise de son offre, le titulaire renseignera dans le tableau visé à l'article 3.2 de l'acte d'engagement, les références (désignation (nom, prénom), coordonnées tél. et adresse internet) de l'interlocuteur responsable qui sera en charge de réceptionner puis traiter les demandes y afférent, dans le strict respect des délais prescrits.

A l'issue de chaque appel téléphonique, une attestation de prise en charge de l'appel sera formalisée puis adressée par courriel, par le titulaire, à l'adresse internet du représentant du CEI concerné, mentionnée à l'article 6 du règlement de la consultation

7-3.4. Réception et restitution des camions avec chauffeurs et des équipements de salage/déneigement

A la livraison de chacun des véhicules loués sans chauffeur, un procès-verbal de réception sera établi par le représentant du centre d'entretien et d'intervention concerné. Pour ce faire, le titulaire remettra au CEI, un exemplaire papier de procès-verbal de réception, au format A4, qui sera rempli contradictoirement.

7-3.5. Prise en charge des matériels et/ou des approvisionnements du titulaire

Les matériels et/ou les approvisionnements du titulaire acheminés sur les sites des centres d'entretien et d'intervention, seront stockés dans des endroits spécifiquement dédiés à leur usage.

7-3.6. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le titulaire fournit à la personne publique, dans le délai de huit jours à dater de la notification du marché, la liste nominative des personnels possédant les qualifications professionnelles requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

Le titulaire désigne en outre, un interlocuteur responsable qui sera l'interlocuteur des représentants du pouvoir adjudicateurs tels que mentionnés à l'article 6 du règlement de la consultation. La personne publique se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire.

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage et les équipements de manutention ;
- L'équipement des camions dédiés à la viabilité hivernale ;
- Les équipements de protection individuelle ;
- Les moyens de télécommunication ;

7-3.7. Mise à disposition de matériels par le RPA

Sans objet.

7-4. Conditions d'intervention de maintenance, de dépannage ou de remplacement

7-4.1. Nature des interventions

Les interventions sont des opérations - à effectuer par le titulaire, hors livraison des camions mis à disposition avec ou sans chauffeurs et de leurs équipements de salage/déneigement – justifiées par des nécessités de maintenance, de dépannage voire de remorquage et de réparation. A cet effet, les références de l'interlocuteur responsable du traitement de ces opérations, figure dans le tableau visé au paragraphe 3.2 de l'acte d'engagement.

Les interventions pouvant être effectuées dans l'enceinte des centres d'entretien et d'intervention, ne seront autorisées que dans le respect de la plage horaire suivante : de huit heures à seize heures, du lundi au vendredi et à l'exception des jours fériés.

En règle générale, l'entretien et/ou la réparation des camions devront être réalisés au siège du titulaire, lorsque la météo sera favorable. Une fois les travaux d'entretien terminés, les camions seront rapatriés sur les sites des CEI.

7-4.2. délais d'intervention maximaux sur dépannage ou de remplacement, le cas échéant

Les délais d'intervention maximaux correspondent aux intervalles de temps maximum autorisés par le représentant du pouvoir adjudicateurs, afin d'effectuer les différentes natures d'interventions suivantes :

- intervention sur dépannage en jours/nuits de semaine ;
- intervention sur dépannage en jours/nuits de week-end ou jours fériés ;
- intervention de remplacement en jours/nuits de semaine ;
- intervention pour remplacement en jours/nuits de week-ends ou jours fériés.

A cet effet, ces délais maximaux, figurent dans le tableau visé au paragraphe 3.3 de l'acte d'engagement.

ARTICLE 8. CONTRÔLES, ADMISSIONS ET GARANTIES

8-1. Vérification qualitatives et quantitatives

Elles seront vérifiées à l'issue de chaque période d'intervention. Le titulaire dispose d'un délai de huit jours consécutifs, à compter de la fin d'exécution des prestations, donnant-lieu à une évacuation de déchets en centre de traitement ou de stockage, pour remettre au RPA, le bordereau de suivi des déchets, ainsi que la fiche d'intervention relative au tonnage correspondante.

8-2. Admission

Aucune stipulation particulière.

8-3. Garanties

8-3.1. Garantie des prestations

Les stipulations du CCAG s'appliquent.

8-3.2. Garantie de suivi de la documentation

Sans objet.

8-3.3. Garanties particulières

Sans objet.

ARTICLE 9. RÉSILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le RPA se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 41.1 h) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 41 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10

du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 41.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39.2 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES

10-1. Consistance et description des prestations

10-1.1. Consistances des prestations

Les prestations confiées aux titulaires des futurs lots, sont les suivantes :

- Mise à disposition de camions équipés d'une saleuse avec réservoir à saumure et d'une lame braise, avec ou sans chauffeurs placés en astreinte, afin d'assurer les prestations de salage/déneigement des circuits de viabilité hivernale définis à l'article 1 du CCATP ;

10-1.2. Prestations non confiées au titulaire du marché de mise à disposition de camions avec chauffeurs et de leurs équipements de salage/déneigement :

Le sel et la saumure seront à disposition du titulaire dans le centre d'entretien et d'intervention (CEI) de Aigueblanche-Albertville.

Les saleuses seront chargées au CEI par les agents de la DIR Centre-Est ou par les chauffeurs des camions du titulaire. Le cas échéant, l'utilisation de chargeurs dans l'enceinte du dépôt par les personnels du titulaire pourra être autorisée, sous réserve que ces derniers disposent d'un CACES chargeur (catégorie 4 ou 8) ou autre habilitation par l'employeur et qu'ils aient effectués une prise en main préalable du matériel lors de phase préparatoire.

10-2. Matériel et personnel

10-2.1. Véhicules et matériels associés

Les porteurs seront équipés :

- d'une saleuse de capacité 4 m³ minimum avec système de dosage pour le sel à répandre.
- d'un réservoir à saumure avec système de dosage.
- soit d'une lame de déneigement (lame braise ou lame papillon), y compris la plaque porte-outil.
- soit d'une étrave.

- soit d'un aileron.
- de la signalisation réglementaires.
- des moyens de communication.

Camions équipés VH :

Camions de 7,5 Tonnes de PTAC normal et de hauteur inférieure à 2 mètres et 60 centimètres (2,60 m), ou de 19 Tonnes de PTAC normal (type 4x2 ou 4x4), d'un PTAC maxi en configuration service hiver de 21 tonnes de PTAC et de motorisations minimum de 100 CV (75 KW) pour le camion de 7,5 tonnes de PTAC et de 280 ch pour les camions de 19 Tonnes de PTAC.

Possibilité d'utilisation en exploitation d'un attelage de type « chape mixte » afin de pouvoir tracter avec les camions de 19 tonnes de PTAC, une remorque de PTAC 3,5 tonnes, portant une flèche lumineuse de rabattement (FLR).

Autres caractéristiques requises :

- réservoir de carburant de 80 litres au minimum (camion de 7,5 tonnes de PTAC) et 290 litres au minimum (camions de 19 Tonnes de PTAC).
- prise de force arrière moteur.
- boîte automatique ou robotisée.
- blocage de différentiel.
- bruiter « crix de lynx » de marche arrière.
- pneumatiques adaptés à la neige (critère 3PMS) et chaînes à neige automatiques.
- cabine courte de 2 places qui devra comprendre notamment, un autoradio CD Bluetooth « main libre », des rétroviseurs électriques et « grand-angle » chauffants. Le pose de conduite respectera les dispositions de la norme NFP 98-792 relative à l'ergonomie des postes de conduite.
- signalisation/éclairage de déneigement : feux avec code/phares répétiteurs de clignotants au niveau du pare-brise, inverseur au tableau de bord, rampe montée sur cabine équipée de deux gyrophares orange et un feu à éclat bleu de catégorie B, avec au moins un phare de travail dirigé vers la saleuse.
- balisage prismatique rétro-réfléchissant de classe B (blanc/rouge (bandes biaises).

Les camions pourront être mis à disposition avec un système Ampliroll sans que ce dernier soit pour autant imposé, afin que le montage et le démontage de la saleuse se fassent aisément et en toute sécurité, le cas échéant.

L'équipement hydraulique des véhicules devra permettre le relevage, l'orientation et le bi-raclage hydraulique de la lame ainsi que l'entraînement hydraulique de la saleuse :

L'équipement hydraulique devra comprendre a minima les aménagements suivants :

- une plaque de base SETRA avec chapeau conforme à la norme NF P 98-790 comprenant :
- plaque SETRA avec chape.
- support MACH 7 SYSTEM.
- réservoir d'huile hydraulique de capacité adaptée fixé à l'arrière de la cabine comprenant un bouchon de remplissage, un témoin extérieur de niveau, un avertisseur de niveau bas,

un distributeur hydraulique à commandes électriques équipé d'une position float pour la lame et une prise hydraulique à commande électrique pour la saleuse.

Concernant les camions mis à disposition sans chauffeur et leurs équipements de salage/déneigement, le personnel du CEI de Grenoble devra être en mesure de pouvoir apposer sur chaque portière, un logo rectangulaire « DIR Centre-Est ». La dépose au décapeur thermique de ce logo sera également assurée par la DIR Centre-Est, sauf si le titulaire en fait la demande.

Sécurité incendie : présence d'un extincteur de 2 kg en cabine et d'un extincteur 6 kg dans le coffre à l'extérieur, en cours de validité et selon les normes en vigueur pour ce type de véhicule.

Signalisation (conforme à la norme NFP9 8-791)

- sur le toit de la cabine : 1 triangle 700 classe II à LED à relevage électrique + 2 gyrophares à LED orange + 1 feu à éclat bleu à LED + 1 phare de travail à l'arrière.
- commande de la signalisation en cabine (par relais où boîtier centralisé), commande des gyrophares et du triangle séparée.
- rappel complet de la signalisation lumineuse avant.
- bandes réfléchissantes classe II avant, arrière et latérales homologuées.

Plaque porte-outil avant (conforme à la norme NF EN 15432-1)

- plaque porte-outil démontable, boulonnée et ajustée sans jeu sur le châssis du porteur en respectant les préconisations du constructeur, basculante si besoin (pour ouverture de la calandre), réglable en hauteur, pour positionnement de la lame de déneigement avant.

Étrave bi-axiale (pour le camion de 7,5 tonnes de PTAC uniquement)

Aileron :

- de longueur 3,60 m ou 4,00 m.

Lame biaise de déneigement :

- largeur de la lame comprise entre 3,20 m et 4,0 m.
- hauteur du corps de lame supérieur ou égal à 1 m.
- bi-râclage.
- commandes hydrauliques : relevage hydraulique double effet et position float – appui au sol, orientation hydraulique droite/gauche avec sécurité mécanique.
- Raccord hydrauliques compatibles avec support MACH7 SYSTEM du porteur.
- lame fer escamotable en cabine.
- lames d'usure caoutchouc/acier en nombre suffisant sur la totalité de la durée du marché (fourniture à la charge du titulaire).
- déflecteur anti-projection réglable sur toute la largeur de la lame.
- béquilles de dépose de préférence avec roulettes.
- signalisation gabarit « Lumifog » droite et gauche.
- Signalisation conforme à la norme NF P 98-795 branchée sur le porteur ou sur le support précité.

Lame papillon de déneigement (uniquement pour le lot n°2 et concernant le poids-lourd de 7,5 tonnes de PTAC) :

- largeur de la lame : 2,80 m.

Saleuse hydraulique à bouillie de sel :

- -entraînement à vis et fonctionnant avec le montage hydraulique du porteur.
- -capacité minimum de 4 m³ (remplissage de la cuve par raccord mâle à cames D50).
- réservoir(s) de saumure : capacité entre 1500 litres et 2000 litres maximum.
- brise-mottes débrayable.
- -échelle et rambarde de sécurité sur côté droit.
- grilles sur trémie.
- -déecteur de salage.
- bâche de protection de la trémie avec ouverture/fermeture par dispositif mécanique manuel.
- 1 feu à éclat bleu sur hampe.
- bandes réfléchissantes arrière.
- saleuse équipée pour réglage du grammage de sel, de la largeur d'épandage et l'asymétrie de l'épandage (pompe à saumure asservie à l'épandage du sel avec débit de la pompe à 70 % de sel et 30 % de saumure sur 10 m de large au minimum).
- boîtier de commande en cabine (alimentation et asservissement sur prise au tableau de bord permettant le réglage du grammage, l'épandage, la largeur d'épandage, l'asymétrie de l'épandage, l'activation de la saumure, le surdosage et le réglage du taux de mouillage de la bouillie de sel.
- fonctionnement asservi à la vitesse du camion.
- commandes manuelles de dépannage pour débit de sel en cas de défaillance du boîtier de commande.
- structure et visserie en acier inoxydable.
- phare de travail orientable à l'arrière de la saleuse.
- caméra arrière avec vue sur le disque de salage.

Les véhicules et équipements devront disposer des certificats administratifs de réception à titre isolé (RTI) et les copies des certificats de tous les véhicules concernés, devront être jointes à l'offre des candidats ainsi que les copies des cartes grises, les CT et attestations limiteur de vitesse valables pendant la durée de mise à disposition des véhicules.

Moyens de communication :

L'entreprise devra réceptionner préalablement au lancement de la période de viabilité hivernale, un boîtier de géolocalisation, lequel sera connecté au véhicule par le prestataire de services de la DIR Centre-Est.

Au préalable de la viabilité hivernale, une radio sera également mise à disposition du prestataire par la DIR Centre-Est.

10-2.2. Personnels mis à disposition (uniquement pour le lot n°1)

Le titulaire doit fournir le personnel qualifié (en réponse à ce qui est demandé dans la définition des prix) en nombre suffisant de façon à assumer l'intégralité du bon de commande.

Compte tenu que les interventions ont lieu le plus souvent de nuit et dans des conditions difficiles (chutes de neige, verglas, etc ..), les conducteurs doivent posséder une parfaite connaissance du circuit. Les chauffeurs devront être physiquement aptes à la conduite du camion la nuit, quelles que soient les conditions atmosphériques.

Le personnel possédera le permis de conduire adapté au matériel, il devra avoir reçu au préalable la formation spécifique au maniement de chaque engin et sera habilité par son employeur à la conduite des engins en service hivernal.

Outre la conduite du camion, les chauffeurs devront être capables d'effectuer des travaux manuels, tels que manutention de sel en vrac, dépannage ou déchargement du véhicule qu'ils pilotent.

Par ailleurs, ce personnel sera doté d'équipements lui permettant de travailler en toute sécurité et dans de bonnes conditions.

Les personnels devront impérativement être équipés d'équipements de protection individuelle de classe 2 au minimum, conformes à la norme NF EN 471. Les personnels devront également être équipés d'équipements de sécurité pendant le travail.

10-3. Modalités d'exécution des prestations de déneigement

10-3.1. Description et dispositions générales

Le titulaire devra toujours se conformer scrupuleusement aux instructions qui lui seront données par le responsable d'astreinte hivernale du District de Chambéry-Grenoble (ou son représentant) qui, à moins de stipulations écrites contraires, a seul qualité pour donner des ordres concernant l'intervention de l'entreprise pour l'exécution des travaux de déneigement et de salage.

La période du service hivernal sera précisée sur chaque bon de commande (à titre indicatif entre le 15 novembre de l'année N et le 15 mars de l'année N+1).

En dehors de cette période, si les conditions atmosphériques le nécessitent, il sera toutefois possible de faire appel au titulaire, dans les mêmes conditions de tarifs que celles définies dans le présent marché.

Toutes les prestations s'inscrivent dans l'organisation de l'État pour le service hivernal.

Elles doivent **respecter les modalités et la réglementation décrites dans le Plan d'Exploitation de la Viabilité Hivernale (P.E.V.H) du district de Chambéry-Grenoble.**

Pour le titulaire, le responsable d'astreinte du District sera l'interlocuteur responsable du déclenchement et de l'exécution des prestations. Ce dernier validera les bons d'exécution qui serviront au décompte du marché.

10-3.2. Dispositions concernant exclusivement le lot n°1

Le titulaire remettra quotidiennement un rapport d'activité détaillé au donneur d'ordre. Ce rapport sera remis sur support informatique et renseignera les points suivants : horaires d'interventions, vitesses, distances parcourues, lieux, temps d'arrêt, nature et quantité matériaux mis en oeuvre...).

Le personnel de l'entreprise recevra une formation initiale avant la période d'intervention comprenant une reconnaissance du circuit ainsi que les procédures de chargement en sel ou saumure.

Seul le personnel ayant reçu les consignes du responsable d'astreinte sera habilité à utiliser le matériel.

Le titulaire doit former son personnel à la sécurité, l'informer des consignes de sécurité et lui faire connaître les dangers spécifiques auxquels il est exposé avec les mesures prises pour les prévenir.

Le titulaire s'engage à habiliter le personnel à la conduite des engins en viabilité hivernale, à prendre les dispositions suffisantes pour la prévention des risques susceptibles d'exister sur le chantier et faire connaître les consignes générales de sécurité.

Le titulaire s'engage à faire respecter à son personnel la réglementation concernant les temps de travail et les temps de repos.

Modalités d'intervention de déneigement :

Selon les prestations, le titulaire doit se soumettre :

- aux obligations de chantiers « service hivernal » contenu dans le décret n°96-1001 du 18 novembre 1996, l'arrêté du 18 novembre 1996, l'arrêté du 30 décembre 1996, l'arrêté du 28 octobre 1997 modifiant l'arrêté du 18 novembre 1996, relatif au poids, dimensions et signalisations des engins de service hivernal.
- aux obligations de chantiers temporaires contenues dans l'instruction ministérielle sur la signalisation temporaire (livre 1-8 ème partie-signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992.

Il pourra se référer utilement aux manuels du chef de chantier sur la signalisation temporaire sur les routes bidirectionnelles et chaussées séparées du Service d'Etude Techniques des Routes et Autoroutes. Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations par son personnel.

En période de météo incertaine, les chauffeurs feront recharger leur camion après chaque intervention ou en fin de poste, afin d'être prêt pour une nouvelle intervention.

Dès que les chauffeurs ont reçu l'ordre d'intervenir, ils se rendent sur leur secteur d'intervention et procèdent aux travaux de déneigement et de salage suivant les circuits définis au préalable par la DIR-CE. Ils arrêteront leur prestation dès qu'ils en auront reçu l'ordre ou que leur temps de travail sera atteint (changement de chauffeur).

Dès le début de l'intervention, les prestataires devront se conformer aux instructions du responsable d'astreinte du District de Lyon (dosage du salage, portions du circuit à traiter en priorité ...). C'est aussi lui qui jugera de la fin ou de l'interruption des prestations.

La neige évacuée sera stockée sur la bande d'arrêt d'urgence pour les voies en disposant ou, à défaut, sur les accotements.

Seule, la déclaration de l'heure d'appel téléphonique du responsable d'astreinte fera foi et sera portée sur le bon d'exécution.

Pour assurer la continuité de sa prestation, le titulaire devra organiser, par ses propres moyens, la relève et le transport de son personnel, l'entretien et le dépannage de son camion, y compris l'approvisionnement en carburant et lubrifiant

Horaires de travail :

Les prestations peuvent être exécutées tous les jours et à toute heure, samedi, dimanche et jours fériés compris. Ces travaux peuvent être assurés, en continu, durant plusieurs jours consécutifs. Il est à la charge du titulaire de veiller au « **respect de la législation en terme de temps de travail (et de conduite) de son personnel** ».

Panne du véhicule :

En cas de panne, le véhicule doit être réparé ou remplacé si besoin-est, dans les conditions visées à l'article 7.4 du présent CCATP. Dans tous les cas d'interruption imprévue de prestations, même partielle, le titulaire est tenu d'aviser immédiatement le responsable d'astreinte du/des centres d'entretien et d'intervention par tous les moyens qu'il juge utile.

Absence du personnel :

En cas d'interruption imprévue de prestations, le personnel défaillant doit être remplacé dans l'heure qui suit. Le titulaire est tenu d'aviser immédiatement le responsable d'astreinte de/des centres d'entretien et d'intervention par tous les moyens qu'il juge utile.

10-3.3. Astreintes

Véhicules :

Chaque semaine, le titulaire mettra à la disposition du représentant du pouvoir adjudicateur des camions en astreinte pendant la période du service hivernal.

Le nombre de camions en astreinte sera

- d'un camion avec chauffeur avec ses équipements de salage/déneigement, pour le lot n°1 (CEI de Aigueblanche-Albertville) ;
- de deux camions sans chauffeur, avec leurs équipements de salage/déneigement, pour le lot n°2 (CEI de Grenoble).

Les semaines d'astreinte et le nombre de camions seront déterminés précisément avec le représentant du pouvoir adjudicateur avant le début de la période de viabilité hivernale ou une fois la notification du marché opérée.

Pendant toute la période hivernale, les camions en état de fonctionnement devront être stationnés en permanence et suivant les besoins, sur les sites respectifs des deux CEI, pour être prêts à intervenir.

Chauffeurs (uniquement pour le lot n°1):

Chaque semaine, le titulaire mettra à la disposition du maître d'oeuvre des chauffeurs en nombre suffisant (titulaire et relève en astreinte) pendant la période du service hivernal.

Le nombre de chauffeurs en astreinte sera de l'ordre deux, par semaine.

Dès l'appel du responsable d'astreinte du District, les chauffeurs d'astreinte devront rejoindre, dans le délai imparti, les camions basés sur les différents sites des deux CEI, pour procéder aux interventions de déneigement.

10-4. Délais d'exécution maximal des prestations de déneigement

Les déclenchements des interventions de déneigement seront effectuées sur simple appel téléphonique, par courriel, de l'une des personnes, habilitées à signer les commandes visées à l'article 1.1 du présent CCATP, à l'une des personnes désignées à l'article 3-2 de l'acte d'engagement et confirmé par bon(s) de commande.

Les interventions de déneigement débiteront dans le délai maximal suivant :

- En heures ouvrables de jour (soit de 06h00 à 20h00) : délai de une (1) heure à compter de l'appel téléphonique du responsable d'astreinte de la DIR Centre-Est.
- En heures nuit (soit de 20h00 à 06h00) : délai de une (1) heure à compter de l'appel téléphonique du responsable d'astreinte de la DIR Centre-Est.
- En heures non ouvrables (soit le dimanche et les jours fériés de 7h à 19h) : délai de une (1) heure à compter de l'appel téléphonique du responsable d'astreinte de la DIR Centre-Est.

Le délai de prévenance tient compte du temps de parcours des chauffeurs pour rejoindre leurs véhicules.

10-5. Mise en service des camions en location sans chauffeur et de leurs équipement de salage-déneigement

La formation comprendra un volet « fonctionnement » sur tous les matériels mais aussi un volet « utilisation » comprenant également l'aide à la prise en main, les règles de sécurité ainsi que la maintenance courante.

Il sera fourni dans les camions de location un mode opératoire simplifié de l'utilisation camion lame saleuse.

Le personnel de l'acheteur chargé d'utiliser le matériel et d'en assurer la maintenance de 1^{er} niveau, reçoit du titulaire une formation à l'utilisation de chaque camion de location et de ses équipements de déneigement.

Pour cela le titulaire organisera une formation d'une journée minimum par site et mettra à chaque fois, à la disposition de l'acheteur un(des) formateur(s) compétent(s), dont le coût est compris dans le montant du marché.

La formation devra être dispensée chaque année (pendant toute la durée du marché) immédiatement après livraison.

ARTICLE 11. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCATP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCATP 1.3	déroge à l'article	13.1.2 du CCAG
CCATP 2	déroge à l'article	4.2.1 du CCAG
CCATP 3-3.4	déroge à l'article	11.3.2 du CCAG
CCATP 4	déroge à l'article	14-1.3 du CCAG

CCATP 1.3	déroge à l'article	13.1.2 du CCAG
CCATP 4-2	déroge à l'article	14.1.1 du CCAG
CCATP 4-3	déroge à l'article	14.1.1 du CCAG
CCATP 4-4.1	déroge à l'article	14.1.1 du CCAG
CCATP 4-4.2	déroge à l'article	14.1.1 du CCAG
CCATP 5-2	déroge à l'article	11.1 du CCAG
CCATP 9	déroge à l'article	41.2 du CCAG